



HAL
open science

The War in Iraq: Decentered Perspectives from OREMA

Michael Stricof

► **To cite this version:**

| Michael Stricof. The War in Iraq: Decentered Perspectives from OREMA. 2023. hal-04400768

HAL Id: hal-04400768

<https://hal.science/hal-04400768v1>

Submitted on 17 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La guerre d'Irak à 20 ans : perspectives décentrées d'OREMA

Michael Stricof, LERMA, Aix-Marseille Univ

Il y a vingt ans, le 19 mars 2003, les États-Unis ont lancé le bombardement des cibles en Irak. Au petit matin du 20 mars, les bombes ont commencé à tomber sur Bagdad et, en l'espace d'une heure, les troupes américaines, ainsi que les forces britanniques, australiennes et polonaises, ont envahi l'Irak à partir du Koweït, tandis que les forces kurdes, avec l'aide des Américains, commençaient à se battre dans le nord (d'autres membres de la "coalition des volontaires" ont fourni un petit nombre de troupes après l'invasion initiale). Sans l'autorisation des Nations unies, la guerre d'Irak avait commencé. Bagdad est tombée le 9 avril. Le 1er mai, le président George W. Bush a prononcé un discours devant une bannière portant la mention "Mission accomplie". Peu après, il est apparu clairement que Saddam Hussein avait déjà mis fin au programme nucléaire du pays et que les affirmations selon lesquelles l'Irak possédait des armes de destruction massive, utilisées pour justifier la guerre préventive, n'étaient pas fondées. Aucune preuve n'est apparue quant à l'existence d'un lien entre Hussein et les terroristes d'Al-Qaïda responsables des attentats du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center et le Pentagone. Seuls les arguments selon lesquels une occupation américaine permettrait la construction d'une démocratie stable, qui se répandrait ensuite par un élargissement naturel de la démocratie à l'ensemble du Moyen-Orient, sont restés comme l'objectif apparent de la guerre. Après le choc initial de l'invasion conventionnelle, une occupation prolongée a laissé la coalition dirigée par les États-Unis tenter de stabiliser un pays en proie à la violence sectaire et à la résistance de la guérilla. Face à une insurrection persistante, les États-Unis ont déployé davantage de forces en Irak en 2007 dans le cadre d'une "montée en puissance" qui semblait enfin pacifier le pays. En 2009, les forces de tous les pays de la coalition, à l'exception des États-Unis et du Royaume-Uni, s'étaient retirées et, en 2011, la quasi-totalité des troupes britanniques et américaines avaient également quitté le pays. Pourtant, la région s'est avérée moins stable que jamais. En 2014, l'ISIS s'est emparé de territoires importants en Irak et dans la Syrie voisine. Une nouvelle opération, menée principalement par des partenaires américains avec le soutien aérien des États-Unis, a conduit à une nouvelle augmentation de la présence américaine jusqu'en 2017. Aujourd'hui, 2 500 soldats américains restent en Irak et 900 en Syrie, et les missions de combat contre ISIS se poursuivent.

Avant la guerre, les estimations plaçaient les coûts attendus entre 50 et 200 milliards de dollars, avec la promesse que la technologie avancée, une conquête rapide et un "changement de régime" bienvenu minimiseraient les pertes en vies américaines et civiles. Le projet « Costs of War » de l'Université Brown estime que 1,79 billion de dollars ont été dépensés pour la guerre en Irak depuis 2003 et les opérations ultérieures en Irak et en Syrie pour contrer ISIS depuis 2014. Un montant supplémentaire de 1,1 billion de dollars d'obligations pour les soins futurs des anciens combattants jusqu'en 2050 porte le total à 2,9 billion de dollars. 550 000 à 580 000 personnes ont été tuées directement dans ces conflits, dont près de 350 000 civils. Les États-Unis eux-mêmes ont perdu 4 599 militaires, 15 civils et 3 669 contractants. Les décès de troupes alliées s'élèvent à 324 pour la première phase de la guerre d'Irak et sont estimés à 11 000 pour le combat contre ISIS. Les morts et les souffrances supplémentaires dues à des causes secondaires telles que les maladies et les déplacements sont difficiles à mesurer. Environ 7 millions de personnes sont actuellement réfugiées d'Irak et de Syrie et environ 8 millions d'autres ont été

déplacées à l'intérieur du pays. La démocratie ne s'est pas répandue dans l'ensemble du Moyen-Orient. Le prestige et l'influence des États-Unis dans le monde ont été sérieusement mis à mal. L'influence iranienne en Irak et dans toute la région s'est accrue. Les coûts d'opportunité sont difficiles à calculer, mais ils sont considérables si l'on considère que les États-Unis auraient pu poursuivre la guerre contre le terrorisme sans envahir inutilement l'Irak, ou investir des ressources et une énergie similaires dans d'autres priorités telles que la transition climatique ou la modernisation de l'infrastructure nationale et de l'armée, qui sont les priorités actuelles.

Le vingtième anniversaire de l'invasion de l'Irak a donné lieu à une tentative de compréhension des coûts et des conséquences de ce conflit. En tant que décision déterminante pour les États-Unis, l'Irak, le Moyen-Orient et de nombreux pays dans le monde, le défi est de taille. Plutôt que de tenter de comptabiliser les pertes américaines en sang, en trésor, en prestige et en opportunités, l'OREMA propose un regard décentré sur la décision d'envahir l'Irak et sur la guerre qui s'en est suivie. En tant que conflit incluant le Royaume-Uni et l'Australie comme principaux partenaires, la guerre d'Irak a joué un rôle dans la politique et les relations internationales de ces membres du monde anglophone. L'impact culturel d'un événement qui a défini les relations des États-Unis avec le monde arabe ne se limite pas à des considérations purement géopolitiques. **Dans les semaines à venir, OREMA publiera une série de courtes réflexions sur la guerre d'Irak et ses conséquences, rassemblant les points de vue de ses experts afin d'apporter une perspective supplémentaire à cet événement charnière.**

English Version: **The War in Iraq: Decentered Perspectives from OREMA**

Michael Stricof

Twenty years ago, on March 19, 2003, the United States started bombing targets in Iraq. In the early morning of March 20, bombs began to fall in Baghdad, and within an hour US troops, alongside British, Australian, and Polish forces invaded Iraq from Kuwait, while Kurdish forces with American assistance started fighting in the north (others in the “coalition of the willing” provided small numbers of troops after the initial invasion). Without UN authorization, the Iraq War had begun. Baghdad fell on April 9. By May 1, President George W. Bush delivered a speech in front of a banner reading “Mission Accomplished.” Shortly thereafter, it became clear that Saddam Hussein had already ended the country’s nuclear program and there was no basis for the claims that Iraq had weapons of mass destruction used to justify the preemptive war. No evidence emerged that there was a link between Hussein and the Al Qaida terrorists responsible for the September 11, 2001 attacks on the World Trade Center and Pentagon. Only arguments that an American occupation would allow for the construction of a stable democracy, which would then spread via natural democratic enlargement throughout the greater Middle East, remained as the apparent goal of the war. After the initial “shock and awe” of the conventional invasion, a protracted occupation left the US-led coalition trying to stabilize a country beset by sectarian violence and guerrilla resistance. Facing an ongoing insurgency, the US deployed more forces into Iraq in 2007 in a “surge” which seemed to finally pacify the country. By 2009, forces from all coalition countries except for the United States and United Kingdom had withdrawn, and by 2011 almost all British and American troops had also left. Yet, the region proved less

stable than ever. In 2014, ISIS took over significant territory in Iraq and neighboring Syria. A new operation, led mostly by US partners with US air support led to a renewed increase in American presence through 2017. Today, 2500 US troops remain in Iraq and 900 in Syria, and combat missions against ISIS continue.

Before the war, estimates placed the expected costs between \$50 and \$200 billion, with promises that advanced technology, rapid conquest, and welcome “regime change” would minimize the loss of American and civilian life. The Brown University Costs of War project estimates that \$1.79 trillion have been spent on the war in Iraq since 2003 and subsequent operations in Iraq and Syria to counter ISIS since 2014. An additional \$1.1 trillion in obligations for future veterans’ care to 2050 brings the total to \$2.9 trillion. 550,000 to 580,000 people have been killed directly in these conflicts, nearly 350,000 of whom were civilians. The United States itself has lost 4599 military personnel, 15 civilians and 3669 contractors. Allied troop deaths number 324 for the first phase of the Iraq War and an estimated 11,000 for the combat against ISIS. Additional deaths and suffering due to secondary causes like disease and displacement are hard to measure. Roughly 7 million people are currently refugees from Iraq and Syria and about 8 million more are internally displaced. Democracy has not spread throughout the greater Middle East. American prestige and influence in the world have been seriously harmed. Iranian influence in Iraq and throughout the region has increased. The opportunity costs are difficult to calculate but extensive in terms of how the United States could have prosecuted the War on Terror without the unnecessary invasion of Iraq, or invested similar resources and energy in other priorities like climate transition or the domestic infrastructure and military modernization that are current priorities.

The 20th anniversary of the invasion of Iraq has led to an attempt to understand the costs and consequences of this conflict. As a defining decision for the United States, Iraq, the Middle East and many countries around the world, the challenge is significant. Rather than attempt further accounting of US losses in blood, treasure, prestige, and opportunity, OREMA will be taking a decentered look at the decision to invade Iraq and the subsequent war. As a conflict that included the United Kingdom and Australia as premier partners, the Iraq War has played a role in the politics and international relations of these members of the anglophone world. US relations with other partners is easy to overlook but an ongoing factor, and the cultural impact of an event that defined US relations with the Arab world requires more than pure geopolitical considerations. **In the coming weeks, OREMA will post a series of short reflections on the Iraq War and its consequences, bringing together views from its experts to provide additional perspective to this pivotal event.**